

Secrétariat à la condition féminine

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2025-2026**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU DEUXIÈME
GROUPE D'OPPOSITION**

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-01	Combien de projets de loi ont appliqué une analyse différenciée selon les sexes dans la dernière année écoulée ? Veuillez nommer ces projets de loi et les conclusions des analyses différenciées selon les sexes.	
RP-02	Nombre de rencontres de la ministre responsable de la condition féminine ou son équipe avec les autres équipes ministérielle dans le but de promouvoir ou former les équipes au sujet de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).	
RP-03	Montants directement liés à l'application d'une ADS à une loi, un règlement ou toute autre initiative gouvernementale.	
RP-04	Quel montant le secrétariat entend-il injecter pour assurer la pérennité des services d'interprètes linguistiques pour l'intervention en violence conjugale dans les maisons d'hébergement pour femmes.	
RP-05	Combien de nouvelles places en hébergement pour femmes victimes de violences ont été créées dans les 5 dernières années. Précisez : a) Maison de première étape; b) Maison de deuxième étape; c) Ventilez par région administrative.	Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.
RP-06	Indiquer la fréquence et les dates des rencontres tenues par la ministre responsable de la condition féminine ou son équipe portant, en tout ou en partie, sur la mise en œuvre des recommandations du rapport Rebâtir la confiance. Indiquer également les personnes présentes à ces rencontres.	Cette question est répondue à la question RP-23 de l'opposition officielle.
RP-07	Indiquer les montants investis pour mettre en œuvre les recommandations de Rebâtir la confiance.	Cette question est répondue à la question RG-75.
RP-08	Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises au sujet des problématiques de logement des femmes, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.	
RP-09	Liste des rapports et études réalisées ou commandées par le SCF dans les trois dernières années sur l'accès à la contraception et l'avortement.	
RP-10	Fournissez les études ou les rapports réalisés ou commandés dans les trois dernières années par le SCF sur les coûts et les bénéfices économiques pour l'État québécois d'un meilleur accès à la contraception et à l'avortement pour les filles et les femmes.	
RP-11	Liste des rapports et des études faits dans les trois dernières années portant sur la gratuité de la contraception pour les femmes.	
RP-12	Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années portant sur la sécurité des femmes (et le sentiment de sécurité) dans les grandes villes et dans le métro de Montréal.	
RP-13	Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur l'itinérance au féminin. En date d'aujourd'hui, combien de femmes au Québec sont considérées en situation d'itinérance au Québec.	
RP-14	Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur l'impact des compressions budgétaires dans les services publics sur les femmes et les filles.	
RP-15	Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur la productivité des femmes sur le marché du travail et les défis qui entravent cette productivité. Fournissez aussi toutes données gouvernementales sur cette question.	
RP-16	Quel est le nombre de grossesses non désirées au Québec lors des trois dernières années écoulées, selon les chiffres du SCF.	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

N°	QUESTIONS	QUESTIONS NON RÉPONDUES
RP-17	Liste des études et rapports sur les impacts des discours masculinistes sur les femmes, ainsi que toutes les études et les rapports portant sur l'intimidation, le harcèlement et la violence sexiste en ligne.	
RP-18	Liste des études et rapports sur les impacts du renversement de l'arrêt Roe vs Wade aux États-Unis au Québec et au Canada.	
RP-19	Liste de toutes les rencontres effectuées par le SCF sur le sujet du recul du droit à l'avortement, que ces rencontres aient eu lieu au Québec ou ailleurs dans le monde. Listez aussi les personnes présentes à ces rencontres.	

**QUESTION
RP-01**

Combien de projets de loi ont appliqué une analyse différenciée selon les sexes dans la dernière année écoulée? Veuillez nommer ces projets de loi et les conclusions des analyses différenciées selon les sexes.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2024-2025, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS s'est poursuivi pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Comité de suivi des projets financés dans le cadre d'action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)
- *Plan d'action sur la prévention de la violence dans les sports et les loisirs* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *Loi sur la sécurité dans les sports et les loisirs : chantier sur l'établissement de normes réglementaires générales dans la pratique de sports et de loisirs; et chantier pour l'identification des organismes de loisirs assujettis aux dispositions de la Loi.* (ministère de l'Éducation du Québec)
- *La fierté de vieillir - Plan d'action gouvernemental 2024-2029* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Mobiliser. Accompagner. Participer. Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029* (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Renouvellement du Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025 Au cœur de la croissance* (ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie)

Le SCF soutient le déploiement de projets pilotes en ADS+ qui visent à mieux prendre en compte les réalités et besoins des femmes rencontrant des obstacles supplémentaires comme les femmes immigrantes, autochtones, vivant avec un handicap, etc. Cinq projets pilotes sont confirmés et ont bénéficié d'un accompagnement par le SCF en 2024-2025 :

- *Transformation des services du Curateur public à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi* visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité (Curateur public)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027, mesure 52* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Intégration de l'ADS+ dans l'appel de projets 2025-2026 du Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice*, (ministère de la Justice)
- *Mise en œuvre de la Stratégie en matière d'équité salariale pour les personnes salariées ciblées 2024-2027* (Commission des Normes, de l'Équité, de la Santé et Sécurité au Travail)
- *Développement d'outils ADS+ spécifiquement adaptés aux besoins de la Commission de la Construction du Québec ainsi qu'à ceux de l'industrie de la construction* (Commission de la Construction du Québec)

**QUESTION
RP-02**

Nombre de rencontres de la ministre responsable de la condition féminine ou son équipe avec les autres équipes ministérielles dans le but de promouvoir ou former les équipes au sujet de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF, grâce à une équipe dédiée en ADS, met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien par le développement d'outils ADS et par de l'accompagnement dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de déployer et soutenir l'ADS, la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027* annonce le renforcement de la formation et de l'accompagnement en matière d'ADS au gouvernement, de même que le soutien à des projets pilotes en matière d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+). Une nouvelle démarche simplifiée en ADS est proposée et une série d'outils évolutive a été créée et mise en ligne par le SCF, afin de favoriser l'intégration de l'ADS par les ministères et organismes. Un cadre de référence pour les projets pilotes en ADS+ a également été rédigé et est disponible sur [Québec.ca](http://Quebec.ca).

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 455 personnes d'organisations partenaires ont participé à l'une ou l'autre des activités de formation offertes par le SCF en matière d'ADS (ou d'ADS+):

- Le SCF a offert, à leur demande, 15 séances de formation s'adressant à 342 personnes et représentant les 9 ministères et organismes suivants :
 - Commission de la Construction du Québec;
 - Institut national de santé publique du Québec;
 - Ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
 - Ministère de l'Éducation;
 - Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (6 séances);
 - Ministère de la Justice;
 - Ministère de la Santé et des Services sociaux;
 - Ministère des Transports et de la Mobilité Durable;
 - Office des personnes handicapées du Québec (2 séances).
- À la demande de la Direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) de l'Estrie, le SCF a offert une formation *Sensibilisation à l'ADS* aux 29 membres de la Conférence administrative régionale de l'Estrie, composée de représentants de ministères et organismes et de MRC de la région et présidée par le MAMH.
- Dans le cadre de webinaires ouverts à tous les membres de la fonction publique, le SCF a présenté 3 séances de formation *d'Introduction à l'ADS*, dont deux ont été combinées à *Boîte à outils ADS*. Au total, ces activités ont rejoint 61 personnes provenant de 18 ministères et organismes différents.
- Deux séances de formation ont été offertes à des partenaires de la société civile et de la recherche, rejoignant ainsi 23 personnes supplémentaires :
 - Chaire de recherche en maltraitance, impliquée dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;
 - Intersyndicale des femmes.

Pour l'information concernant le soutien et l'accompagnement en matière d'ADS offert par le SCF, veuillez vous référer à la réponse à la question 1 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

**QUESTION
RP-03**

Montants directement liés à l'application d'une ADS à une loi, un règlement ou toute autre initiative gouvernementale.

Le budget en ressources humaines du Secrétariat à la condition féminine (SCF) dédié à l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) a été de 200 000 \$ en 2024-2025.

Le SCF n'est pas en mesure d'indiquer quelles sommes ont été allouées par les autres ministères à l'application des ADS dans leurs initiatives gouvernementales. Cette information relève des ministères et organismes concernés.

**QUESTION
RP-04**

Quel montant le Secrétariat entend-il injecter pour assurer la pérennité des services d'interprètes linguistiques pour l'intervention en violence conjugale dans les maisons d'hébergement pour femmes?

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas financé de services d'interprètes en 2024-2025.

**QUESTION
RP-05**

Combien de nouvelles places en hébergement pour femmes victimes de violence ont été créées dans les 5 dernières années? Précisez :

- a) **Maison de première étape;**
 - b) **Maison de deuxième étape;**
 - c) **Ventilez par région administrative.**
-

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**QUESTION
RP-06**

Indiquer la fréquence et les dates des rencontres tenues par la ministre responsable de la condition féminine ou son équipe portant, en tout ou en partie, sur la mise en œuvre des recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*. Indiquer également les personnes présentes à ces rencontres

Veillez vous référer à la réponse à la question 23 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION
RP-07**

Indiquer les montants investis pour mettre en œuvre les recommandations de
Rebâtir la confiance.

Veillez vous référer à la réponse à la question 75 des renseignements généraux.

**QUESTION
RP-08**

Au 31 mars 2025, détailler le bilan des actions entreprises au sujet des problématiques de logement des femmes, ainsi que les actions prévues pour 2025-2026. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est très attentif aux enjeux liés au logement des femmes que ce soit en termes d'accessibilité ou de sécurité physique, sexuelle, psychologique et économique.

De plus, plusieurs actions de *la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027* permettent de répondre aux besoins d'hébergement pour les femmes.

- En violence conjugale, l'action 15, sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) prévoit de développer, en partenariat avec le réseau communautaire et la Société d'habitation du Québec (SHQ), quatre maisons d'aide et d'hébergement d'urgence en violence conjugale, notamment dans les régions de Montréal, de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue.
- L'action 16, également sous la responsabilité du MSSS prévoit de poursuivre le développement du réseau des maisons de 2^e étape pour les femmes victimes de violence conjugale.
- Pour permettre la réalisation de l'action 17, le SCF soutien trois projets qui prévoient l'embauche de chargées de projets, au sein des regroupements nationaux de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, pour le développement de nouvelles places et ayant comme objectif d'offrir une expertise, de soutenir la préparation des projets sur le terrain et d'assurer le suivi de ceux-ci. Dans le cadre de ce financement, en 2024-2025, 18 500 \$ sont versés respectivement pour chacun des projets suivants, pour un total de 55 500 \$ pour les trois projets :
 - *Soutenir le développement de nouvelles maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale* du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale;
 - *Optimiser le développement du réseau de maisons d'hébergement pour femmes : gage d'amélioration de l'accès des femmes violentées et de leurs enfants à l'hébergement sécuritaire et aux services spécialisés* de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes;
 - *Soutien au développement du réseau MH2 au Québec* de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.
- L'action 19, sous la responsabilité du SCF, prévoit de soutenir le déploiement d'initiatives visant à faciliter les démarches des personnes qui souhaitent sortir de la prostitution (incluant des initiatives ciblées en matière d'hébergement). Dans le cadre de cette action, le SCF soutient financièrement les initiatives d'hébergement suivantes :
 - Un toit pour elles : 105 605 \$ (financement de mission, Montréal);
 - Maison de Marthe : 105 605 \$ (financement de mission, Capitale-Nationale);
 - Maison d'hébergement l'Issue : 245 000 \$ (Projet pilote d'instauration d'un modèle d'hébergement, Saguenay–Lac-Saint-Jean).
- Pour permettre la réalisation de l'action 54, le SCF a conclu une entente de partenariat avec le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) qui s'inscrit dans le cadre de son programme « Actions concertées ». L'entente vise l'avancement des connaissances en matière de violence sexuelle vécue par les femmes locataires et chambreuses. 150 000 \$ ont été versés au FRQSC en 2024-2025 pour cette action.

Le SCF est également membre de différents comités qui s'intéressent aux enjeux liés au logement et à l'itinérance :

- Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dont le mandat principal est d'assurer le suivi du *Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029* dans le cadre duquel un axe vise à investir pour améliorer le logement social.
- Table interministérielle en itinérance dont le mandat est d'agir à titre de comité de suivi du *Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026* et favoriser son implantation.

**QUESTION
RP-09**

Liste des rapports et études réalisés ou commandés par le SCF dans les trois dernières années sur l'accès à la contraception et à l'avortement.

Aucun rapport ou étude réalisés ou commandés en 2024-2025.

**QUESTION
RP-10**

Fournissez les études ou les rapports réalisés ou commandés dans les trois dernières années par le SCF sur les coûts et les bénéfices économiques pour l'État québécois d'un meilleur accès à la contraception et à l'avortement pour les filles et les femmes.

Aucun rapport ou étude réalisés ou commandés en 2024-2025.

**QUESTION
RP-11**

Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années portant sur la gratuité de la contraception pour les femmes.

Aucun rapport ou étude produits en 2024-2025.

**QUESTION
RP-12**

Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années portant sur la sécurité des femmes (et le sentiment de sécurité) dans les grandes villes et dans le métro de Montréal.

Dans le cadre de l'action transversale 7 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027*, le Secrétariat à la condition féminine a mandaté l'Institut national de santé publique du Québec pour la production [d'un rapport](#). Ce dernier a été publié en août 2024 et porte sur l'impact de la conception et de l'aménagement de l'espace public sur les iniquités de genre. La perception de sécurité des femmes dans les espaces publics fait partie des éléments étudiés pouvant faciliter ou entraver l'utilisation des espaces publics faite par les femmes.

**QUESTION
RP-13**

Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur l'itinérance au féminin. En date d'aujourd'hui, combien de femmes au Québec sont considérées en situation d'itinérance au Québec.

Aucune étude ou rapport produits en 2024-2025.

Les données sur l'itinérance au Québec sont documentées par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

**QUESTION
RP-14**

Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur l'impact des compressions budgétaires dans les services publics sur les femmes et les filles.

Aucune étude ou rapport produits en 2024-2025.

**QUESTION
RP-15**

Liste des rapports et études faits dans les trois dernières années sur la productivité des femmes sur le marché du travail et les défis qui entravent cette productivité. Fournissez aussi toutes données gouvernementales sur cette question.

Aucune étude ou rapport produits en 2024-2025.

QUESTION
RP-16

Quel est le nombre de grossesses non désirées au Québec lors des trois dernières années écoulées, selon les chiffres du SCF ?

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

**QUESTION
RP-17**

Liste des études et rapports sur les impacts des discours masculinistes sur les femmes, ainsi que toutes les études et les rapports portant sur l'intimidation, le harcèlement et la violence sexiste en ligne.

Aucune étude ou rapport produits en 2024-2025.

**QUESTION
RP-18**

Liste des études et rapports sur les impacts du renversement de l'arrêt Roe vs Wade aux États-Unis au Québec et au Canada.

Aucune étude ou rapport produits en 2024-2025.

**QUESTION
RP-19**

Liste de toutes les rencontres effectuées par le SCF sur le sujet du recul du droit à l'avortement, que ces rencontres aient eu lieu au Québec ou ailleurs dans le monde. Listez aussi les personnes présentes à ces rencontres.

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas tenu de rencontre spécifiquement sur le sujet du recul du droit à l'avortement en 2024-2025.

